economiesuisse



Contribution à l'élargissement: l'économie demande son déblocage sans condition

La Commission de politique extérieure du Conseil national a récemment annoncé qu'elle était elle aussi favorable au déblocage de la contribution à l'élargissement, ce qu'il faut saluer. Les milieux économiques s'opposent à la demande adressée au Conseil fédéral selon laquelle il doit attendre d'avoir présenté le message relatif au financement de la participation de la Suisse à Erasmus+ pour prendre des engagements en lien avec la contribution à l'élargissement. Cela risquerait d'entraîner des retards préjudiciables.

La Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a fait savoir qu'elle était favorable au versement de la deuxième contribution à l'élargissement. Les milieux économiques et la recherche soutiennent eux aussi un déblocage rapide afin de créer les conditions permettant d'entamer rapidement les négociations en vue de l'association de la Suisse au programme-cadre de recherche européen «Horizon Europe». L'enjeu est de taille pour la recherche et l'innovation suisses. Les institutions de recherche et les entreprises suisses peuvent actuellement participer aux appels d'offre mais seulement dans une mesure limitée. Ils ne peuvent participer à des parties importantes du programme de recherche ni diriger de projets de recherche. En conséquence, les institutions de recherche suisses perdent de leur attrait pour les meilleurs chercheurs, dont 41% viennent de l'UE. S'il fallait chiffrer la valeur d'une association pleine et entière de la Suisse à Horizon Europe, elle serait estimée à quelque 2 milliards de francs par an. L'incertitude quant au calendrier et à la possibilité d'accéder

pleinement aux programmes de recherche européens est particulièrement problématique. Plus longtemps la Suisse reste partiellement à l'écart, plus les dommages causés à la recherche suisse seront importants.

Les milieux économiques soutiennent la participation de la Suisse au programme européen d'échange d'étudiants Erasmus+, car il permet aux étudiants suisses d'élargir leurs connaissances et leur offre une perspective internationale. Aussi les milieux économiques saluent-ils la décision de la CPE-N de demander au Conseil fédéral de présenter un message relatif au financement pour la participation de la Suisse à Erasmus+. Établir un lien entre cette demande et le déblocage de la contribution à l'élargissement ne bénéficie ni à la recherche ni aux étudiants suisses, mais risque de retarder encore la pleine association de la Suisse à Horizon Europe.